



L'ESPERLUETTE

Trimestriel du CIEP | MOC

n° 107 - Janvier-Février-Mars 2021



RÉSISTANCE POPULAIRE EN TEMPS DE CRISE

Parmi celles et ceux d'entre nous qui changent la donne !

Devenez l'un.e de nos 150 000 porte-voix

Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

L'Éducation permanente est notre quotidien la formation notre spécialité.

CONTACT:
Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579 – 1030 Bruxelles
Tél.: 02.246.38.41-43 • Fax: 02.246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Mario BUCCI, Graziella FORTINO, Magali GILLARD, France HUART (coordination), Tiffany LESCEUX, Zoé MAUS, Anne-France MORDANT, Florence MOUSSIAUX, Nicole TINANT

SECRETARIAT : Francine BAILLET, Lysiane METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Mario BUCCI, Magali GILLARD, Ettaoufik FATHI, France HUART (coordination), Françoise LAURENT, Tiffany LESCEUX, Zoé MASQUELIER, Zoé MAUS, Marco MONACO, Thierry des Brigades de Bruxelles, Nicole TINANT, Frédéric TRIEST, Stéphanie VANKEER.

PHOTOS: © Marie-Hélène Toussaint

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ SANS CHLORE

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246.38.25
Courriel : communautaire@ciep.be

ÉDITEUR RESPONSABLE : Mario BUCCI, – Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles

MISE EN PAGE : Aline TONG

Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be



ÉDITORIAL

Parler d'autre chose, est-ce possible ? 3

ANALYSE

RÉSISTANCE POPULAIRE EN TEMPS DE CRISE
L'action collective en temps de crise 4
Résistances et luttes sociales face aux manquements de l'État 6
Résistances face aux violences policières 8
Les Brigades de solidarité populaire : solidarité et auto-gestion 11

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Parmi celles et ceux d'entre nous qui changent la donne ! 13
100 ans de défense des droits des femmes 15
Sécurité sociale : trois nouveaux outils pédagogiques 16
DIVINT, un projet européen croisant diversité, intégration et formation 18
Obscurités et lumières : extrême droite, Démocratie, Mouvement social 19
L'OIT a 100 ans ... en avant ! 20
Racisme structurel 20

EN RÉGIONS

Apéro-débats Apéroutotte 21
Musée du Capitalisme à Charleroi 21
Quand le masque tombe : regard sur la crise 21

EN BREF

La sécurité dans tous ses états 22

AGENDA

Devenez l'un.e de nos 150 000 porte-voix 23

FICHE PÉDAGOGIQUE

La sécurité sociale nous protège, protégeons-la !

Mario BUCCI (Directeur du CIEP-ISCO) ♦

Parler d'autre chose, est-ce possible ?

Cela fait (déjà) un an que nos vies sont bousculées et, pour certain.e.s, elles sont devenues un enfer, à cause de la pandémie. Je voudrais, vraiment, pouvoir écrire un éditorial sans avoir à parler de cette crise. Je voudrais, par exemple, vous parler des cinq priorités pour l'action politique en MOC adoptées en Conseil Politique le 1^{er} décembre 2020. Nous y avons décidé de travailler ensemble, en MOC, pour la défense et le renforcement de la sécurité sociale, pour faire avancer la réduction collective du temps de travail, pour l'affirmation de nouveaux droits et l'approfondissement de la démocratie; pour, enfin, obtenir la régularisation des personnes sans papiers et, aussi, pour la mise en place de mesures concrètes pour faire face à l'urgence écologique et climatique. Passionnant, n'est-ce pas ?

J'aimerais aussi vous encourager à participer à la prochaine Semaine Sociale du MOC autour de la montée des populismes (les 15 et 16 avril prochains). Un sujet brûlant qui questionne à la fois l'ambiguïté de l'action institutionnelle, le rôle inquiétant des médias, mais aussi l'efficacité de l'action des mouvements sociaux progressistes. Passionnant, n'est-ce pas ? Un cadre commun pour l'action du MOC et de ses composantes qui est mobilisateur, engagé et qui permet d'envisager de nombreuses formes et niveaux d'action. Et puis une opportunité de formation et de réflexion en mouvement autour d'un phénomène qui non seulement constitue une menace pour la démocratie, mais qui est aussi à l'origine de difficultés substantielles que nous rencontrons dans notre action d'éducation permanente.

Oui, mais nous restons encore absorbé.e.s et contraint.e.s par la pandémie, avec des répercussions sur nos pratiques et nos activités en éducation permanente : le Conseil Politique en visioconférence, la Semaine Sociale aussi. Depuis un an, une

grande partie des actions et formations du CIEP et de l'ISCO ont lieu par le biais de la médiation d'ordinateurs et de réseaux. Cette crise a eu et continue à avoir un effet majeur sur nos projets et sur notre action. Nous avons été contraint.e.s à apprendre à faire de notre mieux avec les moyens du bord, et nous nous sommes amélioré.e.s considérablement.

Par exemple, l'enquête populaire dont je vous parlais dans le numéro précédent a été suspendue suite à l'impossibilité de réunir des groupes d'enquête, et en attendant un webinaire nous a permis de nous réapproprier l'expérience et l'histoire de

cette pratique à la JOC et au MOC. Les cours à l'ISCO et au BAGIC, ainsi que les formations à la citoyenneté et d'alphabétisation sont donnés à distance, mais au prix d'une perte, partielle, de la dimension collective et des échanges qui caractérisent ces formations, ainsi qu'en devant surmonter des obstacles dus à la fracture numérique et à l'adaptation de notre pédagogie à ces conditions non favorables.

Avec l'arrivée du printemps et des vaccins, on peut espérer un relâchement progressif des limitations aux rencontres en présence. Ce numéro de *L'Esperluette*, tout comme les deux derniers, vise à montrer que des actions de solidarité, d'éducation permanente et de mobilisation ont été initiées pendant la crise. Pour certaines catégories sociales, il en va de leur survie ; pour des acteurs tels que

le MOC, il est impossible de se résigner, tout en s'assurant de ne pas mettre des vies en danger et de ne pas contribuer à la diffusion du virus. Mais au-delà de rendre compte des initiatives d'auto-organisation et de résistance nous poursuivons notre questionnement sur le sens et les possibilités de l'action collective dans un contexte de crise (sanitaire). Il reste difficile d'imaginer une action collective qui vise la transformation sociale sans que les corps soient mis en jeu, sans qu'ils constituent la base des liens de solidarité et d'action. ●



RÉSISTANCE POPULAIRE EN TEMPS DE CRISE

Mario BUCCI (CIEP communautaire) ♦

L'action collective en temps de crise

La pandémie qui nous affecte, au niveau planétaire, depuis un an, exerce le pouvoir révélateur de la crise et a exacerbé les mécanismes d'exclusion déjà présents dans notre société. Lorsque la situation était « normale », la fragilité de notre vivre ensemble était moins visible, les hiérarchies sociales pouvaient passer inobservées, ou faire l'objet de luttes pour l'inclusion et la redistribution. Car, en fin de compte, nous étions convaincu.e.s qu'un travail d'organisation, de mobilisation et d'alliances aboutirait à une réorientation plus inclusive et juste des politiques publiques.

Le pouvoir révélateur des crises

Cette crise sociale, doublée d'une crise sanitaire et économique a montré de quelle manière les pouvoirs publics, aidés par les médias, gèrent la discipline des populations : un mixte de peurs induites et entretenues, de paternalisme moraliste, de violence appliquée à toute forme de désobéissance au nom de l'urgence et de soutien différencié à différentes catégories sociales.

La crise a aussi mis en évidence à quel point l'adoption du marché comme modalité de réponse standard aux besoins de la population crée (ou renforce) des hiérarchies sociales : l'État frugal, dont la fonction est de plus en plus limitée à compenser les défaillances du marché, ne se donne pas les moyens d'une prise en charge effective de certains besoins fondamentaux. Et, dans le même sens, l'extension de pratiques dérivées du monde de l'entreprise à l'organisation de services et politiques publiques et à la gestion du personnel affaiblit la capacité de garantir le respect des droits humains fondamentaux, et expose les travailleur.euse.s à l'épuisement et au danger, notamment du virus. L'insuffisance du nombre de lits dans les hôpitaux et de personnel soignant, ainsi que les conséquences dramatiques de cette situation, ont été une évidence dès le début de la diffusion du virus.

Les gouvernements et les institutions publiques ont démontré une grande impréparation dans la gestion de la crise : absence d'anticipation, hésitation dans la prévention, impuissance dans la gestion des conséquences de la diffusion de la pandémie, mesures adoptées qui ne visent ni la prévention de la diffusion ni la pro-

tection réelle de la population, mais bien la simple limitation des conséquences négatives de l'incapacité de prendre en charge et de soigner les personnes contaminées. La logique du moindre mal, couplée de la défense d'intérêts particuliers.

Des hiérarchies sociales absurdes

La crise a mis en évidence à quel point est problématique, pour une société, la définition de la valeur d'une personne et d'un métier en lien avec le marché, et donc dépendante du niveau de rémunération. On a « découvert » quels sont les métiers essentiels. Encore en 2013, dans un article préconiseur¹, l'anthropologue David Graeber proposait comme critère pour juger de la valeur d'une profession, de se demander quelles conséquences engendrerait pour une société la disparition complète de cette profession : il citait à titre d'exemple, les infirmières/infirmiers, la collecte des déchets, les mécanicien.ne.s, les enseignant.e.s et proposait de comparer avec les conséquences d'une éventuelle disparition des gestionnaires de fonds d'investissement, des lobbystes, des métiers chargés des relations publiques, publicitaires, etc.

En 2021, on peut vérifier, outre les niveaux de rémunérations, quels sont les métiers qui ont été protégés de la contamination, ceux qui ont été épargnés du stress et de l'épuisement dans la pandémie. Et, au-delà des métiers, quelle protection a-t-on garanti aux personnes les plus fragiles (personnes âgées, personnes sans-papiers ou sans-abri, femmes isolées avec enfants, femmes victimes de violence conjugale, personnes en situation de chômage...). Et aussi qui a dû assumer les coûts de la garde de personnes dépendantes, d'encadrement des enfants à la maison, soit en étant obligé.e d'arrêter de travailler, soit en essayant de concilier la charge mentale avec le télétravail.

Se poser ce genre de questions aide à voir à quel point des différenciations et des privilèges qui existaient déjà avant la pandémie ont été visibilisés et amplifiés par celle-ci, et à quel point les institutions et leurs services ne sont pas en mesure d'avoir un effet compensatoire par rapport aux inégalités structurelles. Mais ces questions mettent aussi en lumière le fait que de plus en plus de catégories et de groupes sociaux sont laissés pour compte,

abandonnés par les pouvoirs publics – outre que, bien entendu, sur le marché du travail – et ne peuvent s'en sortir que grâce à la solidarité de proximité, à l'action du monde associatif et, dans certains cas, à l'auto-organisation.

De quoi les institutions sont-elles compétentes ?

Un autre aspect mis en évidence par la pandémie est qu'il n'y a pas de différences significatives entre les pays (riches), ni en termes de préparation préalable à gérer la pandémie, ni de politiques mises en place, ni des catégories sociales qui ont payé le coût principal de la crise. Ce constat fait référence à l'existence d'un élément structurel, qui fait partie à la fois de l'organisation (qu'est-ce qui constitue la valeur ?) et du mode de gouvernance (comment établit et entretient-on les hiérarchies sociales ?) de ces sociétés.

Il y a quelques années la féministe canadienne Naomi Klein avait proposé la « stratégie du choc »² qui consiste à faire passer des décisions politiques impopulaires en profitant de l'état de détresse d'une population provoquée par un choc aigu (naturel ou provoqué). Pour que cela fonctionne, il est nécessaire que le choc concerne une large partie de la population, alors qu'elle se trouve affaiblie dans sa capacité d'opposition et de résistance. Affaiblir, diviser pour réduire la capacité d'action collective : sans suggérer des théories du complot, force est de constater que – au moins dans les pays « riches » – les citoyen.ne.s sortiront de cette crise affaibli.e.s par la peur et par l'isolement, mais aussi divisé.e.s par l'impact différentiel que la crise a sur différentes catégories sociales et du fait que chaque catégorie est concentrée sur sa propre survie.

Alors on peut craindre, peut-être, la manière de sortir de cette crise sanitaire. Comment sera gérée la dette publique par laquelle des mesures compensatoires ont été financées pendant la crise ? Quel modèle de développement sera promu par les plans de relance de l'Union européenne ? Quelles leçons auront été apprises au niveau de l'organisation et de l'accessibilité des services de base, ainsi que des manières de garantir les droits humains fondamentaux ?

Parfois on nous parle en termes d'impuissance : la capacité limitée des services hospitaliers, la disponibilité insuffisante des masques, le difficile approvisionnement en vaccins. Une impuissance choisie, car elle est le fruit de l'application généralisée de certains principes – la réduction forcée des coûts de gestion et de la prévention, la place assurée au « marché » dans la réponse à des besoins vitaux, la non prise en compte des déséquilibres écologiques que notre mode de développement engendre – qui n'est ni spécifique à la santé ni une nouveauté toute récente. Ces principes sont appliqués systématiquement dans presque tous les domaines des politiques sociales depuis cinquante ans. La spécificité de cette crise est le fait que les effets de cette culture politique ont touché de manière visible des catégories sociales et professionnelles qui étaient jusque-là invisibilisées.

Mais une telle incapacité n'est pas absolue. Les appareils chargés de l'ordre public, par exemple, ont montré – en Belgique,



en France, aux États-Unis, en Chine, en Russie, en Corée, en Colombie, etc. – leur capacité répressive, et les mesures en réponse à la crise n'ont fait que leur donner des prétextes et des outils supplémentaires pour renforcer leur action.

Initiatives auto-organisées et résistances

Récemment, une sociologue indienne, Gargi Bhattacharyya a avancé l'hypothèse – centrée surtout sur la situation au Royaume Uni – que ce sentiment d'impuissance est recherché par les institutions pour décourager toute revendication collective³. Si les institutions ne sont pas capables de construire des réponses adéquates, notamment par manque de compétence, alors elles ne sont pas un interlocuteur crédible pour des revendications collectives. Face à l'inégalité de traitement de différentes catégories sociales, face aux inégalités de nature économique qui ne font que s'approfondir dans une situation de crise, il ne reste que deux possibilités : soit les revendications corporatistes, ainsi chaque catégorie défend ses propres intérêts spécifiques et essaie d'obtenir des avantages auprès des institutions ; soit l'auto-organisation des catégories qui sont ou se sentent de toute manière exclues.

Nous n'avons pas d'éléments suffisants pour valider l'hypothèse de l'intentionnalité. Toutefois on peut constater que, en pratique, les réponses des catégories concernées semblent confirmer la théorie. La crédibilité des institutions est mise à mal – et, depuis quelques années, de manière croissante – à cause de la dégradation des conditions de vie et de l'expansion des peurs, et cela en arrive à concerner des catégories qui bénéficiaient de quelques garanties, ainsi qu'au mépris de la crise écologique. Les divisions au sein de la société, dont l'origine se situe dans la hiérarchisation en termes de valeur attribuée socialement à différentes catégories, rendent difficile l'identification de terrains d'entente, de revendications réellement collectives qui ne tombent pas dans une forme ou une autre de corporatisme. Dans ces conditions, quelle veille, quelles balises communes pourront être défendues face aux politiques de sortie de la crise actuelle ? Quelles luttes pour que le commun⁴ (la santé, le logement, le travail, l'enseignement, l'envi-

ronnement, etc.) soit géré dans l'intérêt collectif, et pas dans celui des catégories qui détiennent le pouvoir ?

D'autre part, cette crise, comme la plupart des autres crises profondes, donne lieu à de nombreuses initiatives citoyennes de résistance qui sont auto-organisées. Des initiatives d'opposition aux violences policières ; des initiatives pour répondre à des besoins immédiats, basées sur les ressources immédiatement accessibles aux actrices et aux acteurs qui s'y engagent ; des initiatives, aussi, qui visent à « secouer » et à sensibiliser les services de base par rapport aux besoins de catégories oubliées. Des personnes qui s'organisent entre elles pour répondre, sur base de la solidarité de proximité, à leurs propres besoins, en autonomie ; des associations et des acteur.rice.s particulier.ère.s qui organisent des réseaux de solidarité plus larges. Au-delà d'une réponse à des urgences très concrètes, ces initiatives ont en elles-mêmes une valeur politique, au-delà parfois de l'intention des promoteur.rice.s.

Avec toutes les limites qu'on peut leur reprocher – de taille, de durabilité, de réduction de la vie à la lutte pour la survie –, ces initiatives (re)créent et renforcent la solidarité de proximité, rompent l'isolement et posent des limites à l'individualisme qui caractérise les sociétés post-industrielles. Elles encouragent l'expérimentation d'embryons de nouvelles formes d'institutionnalisation du vivre ensemble : à partir de la gestion collective des

ressources disponibles et des décisions, on institue des nouvelles valeurs et des nouvelles manières de penser la collectivité⁵. Dans certains cas, elles stimulent l'organisation de contre-pouvoirs, capables de se constituer en acteur collectif, de construire et de porter des revendications politiques.

Sans être des solutions définitives aux problèmes dont elles s'occupent, et en dépit des contradictions internes qui parfois se manifestent, ces initiatives promeuvent l'activation (dans le sens politique, noble du terme, qui n'est pas celui de « l'État social actif ») des personnes, l'action collective qui est l'un des fondements de la démocratie. Les crises mettent en évidence aussi la puissance de la société. ■

1. David GRAEBER, « On the phenomenon of bullshit jobs: a work rant », *Strike! Magazine*, N° 3, aout 2013 (« À propos du phénomène des jobs à la con : un coup de gueule sur le travail ») (en ligne) <https://www.strike.coop/bullshit-jobs/>
2. Naomi KLEIN, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Paris, Actes Sud, 2008.
3. Webinaire disponible en ligne à l'adresse : www.youtube.com/watch?v=DRa3cwAP80w&t=3304s (présentation de Mme Bhattacharyya est entre 3'09" et 27'36").
4. Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2013.
5. Cornelius CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1975.

Interview de Marco MONACO (JOC et auteur de *À l'ombre du rêve américain*) ♦

Résistances et luttes sociales face aux manquements de l'État

Dès le début du confinement, on a vu fleurir une série d'initiatives menées par des citoyen.ne.s et/ou des collectifs, des initiatives par en bas, des solidarités chaudes, notamment la confection et la distribution de masques, les colis alimentaires à destination des travailleur.euse.s du secteur de la culture, des réquisitions de logements vides... pour pallier aux manquements de l'État.

Ce genre d'initiatives, en faisant « à la place de l'État », ne participent-elles pas à désresponsabiliser les pouvoirs publics ? S'agit-il de s'organiser sans l'État ou de revendiquer que ce dernier apporte les réponses nécessaires aux inégalités sociales créées par le système économique et exacerbées en temps de crise ?

Ni l'une, ni l'autre. Personnellement, je suis actif dans une cantine populaire qui, depuis le confinement, distribue des repas à emporter. Pour concocter un repas, il faut un lieu tenu par des gens qui veulent bien le mutualiser, s'arranger avec les commerçants du coin pour récupérer leurs invendus, s'allier avec des petits maraichers pour les surplus, trouver des dons. Il faut aussi se coordonner avec d'autres bénévoles qui sont riches des astuces et

de l'énergie qu'il faut pour que chaque semaine une soixantaine de repas soient préparés et distribués à ceux et celles qui en ont besoin. Le plus important dans ces actes réside dans la joie que chacun.e reçoit de faire quelque chose en commun, de se rencontrer sans la médiation de l'argent, l'aliénation du marché ou du contrat de travail. On peut appeler cela du communisme, mais c'est une véritable association de producteur.rice.s libres.

Il ne faut pas confondre le pouvoir commun et les pouvoirs publics. Dans un état capitaliste ou socialiste, les pouvoirs publics sont uniquement nécessaires si vous voulez contrôler et gouverner une population, construire un chemin de fer, une autoroute qui traversera le pays, un marché national et international, un complexe industriel ou un système hospitalier. Ils s'adressent à des individus qu'ils ont au préalable atomisés, rendus responsables en tant qu'individus. Le pouvoir commun est obtenu lorsque l'on renforce des liens de résistance et de solidarité ou lorsque l'on en crée de nouveaux sans aucune médiation d'un État qui a plutôt tendance à criminaliser ce genre de comportement. Le cas des hébergeur.euse.s de migrant.e.s durant la répression orchestrée par le gouvernement Michel/Francken est un bel exemple de ce pouvoir commun.

De plus, il n'y a pas de capitalisme sans un État qui organise, reproduit et réprime ceux et celles qui le contestent. Les crises, les inégalités sont plutôt entretenues par les structures étatiques. Par contre, que notre État soit un État de classes ne signifie pas qu'il correspond à un bloc monolithique entièrement sous contrôle de la bourgeoisie. L'État capitaliste moderne est un champ stratégique, où classes et fractions de classes se livrent une lutte constante. De la fin de la Seconde Guerre mondiale à la première moitié des années 1970, le capitalisme a traversé une période de prospérité sans précédent, qu'il n'a plus connu depuis lors. Dans ce cadre-là, les organisations ouvrières ont su imposer le compromis fordiste, qui a redistribué les fruits de la croissance économique, permettant aux travailleur.euse.s d'accéder aux biens de consommation et à un certain ascenseur social. Au plan des institutions politiques, cette période est celle de l'État interventionniste. La croissance a généré des revenus fiscaux, qui donnent à l'État les marges de manœuvre nécessaires pour organiser l'économie et bâtir des systèmes de protection sociale performants. Personnellement, je pense qu'une autre stratégie est nécessaire aujourd'hui si nous voulons stopper la courbe exponentielle des inégalités.

Quel lien peut-on faire entre gestion de crise et auto-organisation ?

Malgré les freins à l'organisation collective dus au confinement, la lutte ne s'est pas arrêtée, plusieurs actions de résistance plutôt auto-organisées se sont mises en place ou ont été ravivées : *La santé en lutte*, le droit de retrait des travailleur.euse.s de la STIB, l'organisation face à la répression, les luttes pour la régularisation des sans-papiers, etc.

Quels sont les enjeux de la lutte sociale en temps de crise, ici en temps de pandémie ? Comment y répondre ? La multiplication des différentes luttes ne nous affaiblit-elle pas ? Comment construire une convergence des luttes ?

Effectivement les résistances et les luttes face à l'injustice ne se sont pas arrêtées avec la pandémie ; elles ont même pris un caractère d'urgence absolue. Dans de nombreux cas, des formes de luttes moins conventionnelles ou d'habitude qualifiées de mineures sont devenues centrales pour les travailleur.euse.s. Le droit de retrait est un bel exemple. Ainsi que le travail du collectif *La santé en lutte* qui n'a pas plu à tout le monde, surtout aux chefs syndicaux dont le travail depuis de nombreuses années prenait un caractère illégitime au fur et à mesure que les revendications et les modes d'actions du collectif se déployaient. Par contre, les luttes et les résistances ont été rendues plus difficiles à organiser et surtout rendues sanitaires incompatibles par les pouvoirs publics. Finies les manifestations, les assemblées, les actions de sensibilisation... Les corps et les vies ont été séparés et encore plus atomisés. Nos réunions se font à travers des interfaces qui, au passage, produisent des données afin de rendre nos comportements de plus en plus prédictibles. Bref, ce qui se passe là est des plus dangereux. Une manière de résister à cette situation est justement d'essayer encore de se rencontrer, de faire des choses



Marco MONACO,
À l'ombre du rêve américain, 2020,
Éditions D'Une Certaine
Gaité (Coll. Enquêtes
Sauvages) (Illustrations :
Sara ATKA).



ensemble, de s'organiser sans toutes ces médiations et ces outils sophistiqués. Un an après la crise sanitaire, rester en contact physiquement avec d'autres est un enjeu. En janvier, je me suis rendu sur le piquet de grève des travailleur.euse.s de Fedex Liège, le lendemain de l'annonce du licenciement de plus de 700 d'entre elles. Je connais les délégué.e.s du site parce que je fais un documentaire sur l'aéroport. Nous avons noué une sorte de camaraderie et il m'était apparu impératif de témoigner ma solidarité en me rendant physiquement là-bas. Sur le piquet, il y avait plus de 500 travailleur.euse.s réuni.e.s en assemblée générale qui discutaient ensemble et se retrouvaient pour se donner la force nécessaire pour affronter le long combat qui les attend. Cette réunion, bien qu'illégal, était nécessaire. Il faut pouvoir se compter, se regarder dans les yeux pour sceller un pacte de confiance et de solidarité. La société multinationale Fedex le sait. Le matin de cette assemblée générale, par « bienveillance », elle a envoyé un sms à tous et toutes les travailleur.euse.s pour les informer que de nombreux cas de covid circulaient au sein du personnel. Sa stratégie est apparue clairement : « Fedex veut nous diviser ».

La pandémie du Covid 19 est dangereuse, tant dans les entrepôts (voire même plus parce que le lieu est moins aéré) que sur les piquets de grève. Ce SMS de culpabilisation est en miniature ce à quoi nous assistons depuis des mois à différents niveaux. La culpabilité doit changer de camp. Nous ne sommes pas responsables de la situation, nous la subissons. Alors que les Ikea et les métros sont bondés et que toute autre forme de vie sociale reste étouffée en attendant que « la situation épidémiologique le permette », les inégalités affichent une courbe de croissance exponentielle. Nous devons nous organiser pour demander un "rééquilibrage" des mesures, dans une optique réellement solidaire. Pour cela, nous avons besoin d'imaginer ce que l'État n'a pas prévu. C'est ça l'auto-organisation, une manière inédite et décentralisée de se manifester et de remettre l'humain au centre de la société.

On l'a vu, certaines personnes se sont aussi mobilisées « contre le confinement » ou « contre les masques », arguant que nous étions plongé.e.s dans une dictature sanitaire, de laquelle il nous faudrait sortir. Que faut-il en penser ?

Il faut être très critique par rapport à la situation actuelle. Il faut résister et s'organiser. Mais le terme « dictature sanitaire » est un terme utilisé par les militant.e.s de droite radicale et d'extrême droite pour dénoncer l'atteinte à leur liberté économique, qui a été mise à mal lors du premier confinement. Depuis le premier déconfinement, ce n'est plus le cas. À part quelques pans de l'éco-

nomie où priment les relations sociales, la détente et les loisirs, la machine est repartie de plus belle sous d'autres modalités. Le terme « dictature sanitaire » ne nous sert à rien pour comprendre et résister à la situation dans laquelle nous sommes plongé.e.s. Par contre, je pense qu'il est plus adéquat de parler d'une nouvelle phase du capitalisme où les sociétés multinationales de la pharmacie, les géants du web, les secteurs de la logistique et les struc-

tures étatiques s'allient pour nous gouverner, nous contrôler et nous exploiter. C'est toute l'ambiguïté d'une marchandise comme le vaccin qui, à la fois, soigne et peut nous sauver de la mort : nous en avons donc besoin. Et en même temps, il peut être l'instrument d'une domination et d'une dépendance difficiles à contrer, si nous ne reprenons pas le contrôle de sa production. C'est politique, cela n'a rien à voir avec un complot

Magali GILLARD (CIEP communautaire) ♦

Résistances face aux violences policières¹



© Dominique Borté / Krasny Collective

De Quarantine Watch à Justice pour Adil

Lors du premier confinement, nous étions nombreux.ses à craindre une intensification des violences policières... Les mesures de confinement allaient doter la police d'un instrument répressif supplémentaire et les contrôles allaient certainement se concentrer sur la catégorie de la population qui est déjà la plus contrôlée en temps normal, à savoir les jeunes racisé.e.s des quartiers populaires. Discriminations d'autant plus criantes, quand on sait à quel point l'effort de confinement n'est pas le même pour un couple vivant dans une villa avec jardin à Uccle que pour une famille nombreuse vivant dans un appartement exigu en centre-ville. C'est dans cette perspective que Yasmina a créé la page facebook « Quarantine Watch » en mars 2020. L'idée était de réaliser une veille des mesures corona et d'occuper l'espace numérique, de recueillir des témoignages et de mettre en avant les actions de résistance pour la protection des droits et libertés, en ce compris le droit du travail et au logement. Cette page a permis de visibiliser de nombreux témoignages de violences policières. L'idée était aussi de faire connaître les leviers possibles de résistance et de diriger les personnes livrant leurs témoignages vers des collectifs or-

ganisés ou des associations, comme la campagne *Stop Répression des JOC* ou la Ligue des Droits Humains. Ces connexions entre militant.e.s et victimes, ainsi que la publication de témoignages ont favorisé l'émergence de certaines luttes. Le lendemain de la mort d'Adil², une campagne d'affichage aux fenêtres a été lancée, qui proposait de s'emparer massivement du moment des applaudissements au personnel soignant pour demander « Justice pour Adil ». Pour Yasmina, c'était une évidence : « On ne pouvait pas sortir et se rassembler dehors. Alors il fallait trouver un autre moyen de créer de l'agitation pour faire en sorte que ce crime ne soit pas passé sous silence ». Cet appel a été suivi très largement : on a vu fleurir des banderoles aux fenêtres un peu partout en Belgique. Ce moment a représenté un tournant, car beaucoup se sont mobilisés pour la première fois sur cette question. Certain.e.s « qui ignoraient la réalité des violences policières, parce qu'elles sont blanches et qu'elles n'y sont pas confrontées tous les jours » ont reçu des intimidations de la police et « ont ainsi pu se rendre compte à quel point la répression se met en route rapidement dès lors que l'on se positionne ». Ensuite, un collectif *Justice pour Adil* s'est rapidement constitué autour de la famille et la mobilisation

s'est poursuivie par des manifestations, des rassemblements et fêtes de quartier pour créer une caisse de soutien servant à couvrir les frais des actions en justice.

Filmer la police ne sauve pas toujours des vies... ça peut tuer aussi

Dans d'autres pays européens (en Angleterre avec le « Police Watch » ou en France avec le Collectif « Urgence notre police assassine »), plusieurs campagnes ont appelé à se dénoncer les violences et les abus policiers en filmant les interventions de la police. Pour Yasmina, « ce qui s'est créé autour du slogan « Filmer la police peut sauver des vies » appuie notamment l'idée de pouvoir utiliser la vidéo comme preuve dans le cas d'une plainte ou d'un procès. C'est un outil fondamental. C'est l'usage d'un droit qui sauve des vies, documente les faits pour une action en justice et permet de résister. Mais il faut éviter que cela pèse comme une injonction morale militante supplémentaire sur les personnes dont la vie est déjà ciblée par les violences racistes car ça peut aussi les mettre en danger », comme dans le cas d'Ibrahima³.

Par ailleurs, la surdiffusion des images de crimes policiers et racistes – comme dans le cas aux USA de George Floyd – participe aussi du racisme. Le caractère très explicite de ces images a suscité l'indignation et engendré une mobilisation massive. Mais cela revêt aussi un côté déshumanisant propre au racisme qui structure nos sociétés. Pour Yasmina, « il y a un côté extrêmement pervers et déshumanisant dans la surdiffusion des images de la mise à mort d'un corps noir pendant de longues minutes. Jamais on ne diffuserait la mort d'un homme ou d'une femme blanche pendant un temps aussi long en prime time du JT ».

Replacer la violence dans un contexte plus large

Il est important de comprendre quels sont les éléments contribuant à entretenir le système de domination raciste, dont les racines remontent à l'héritage colonial et qui impacte les vies des personnes racisées dans toutes les sphères de leur existence et depuis leur plus jeune âge. En effet, selon Yasmina, « pour les personnes racisées, la violence ne commence pas avec les violences policières. Elle est présente dès l'école avec la relégation et continue à se traduire par la discrimination à l'embauche, au logement et toutes les autres formes de violences racistes (...) ». Isabelle renchérit : « il faut resystématiser la violence, la bagarre et nos corps en lutte. Le prisme dans lequel on place les violences policières est souvent désystémisé, comme si la violence policière existait d'elle-même. Mais on n'éliminera pas les violences policières si on ne lutte pas contre l'ensemble du système qui les sous-tend ».

La lutte continue

Après la mort d'Ibrahima, un collectif demandant justice et vérité s'est rapidement constitué. Une manifestation s'est déroulée de-

vant le commissariat de Schaerbeek, qui a réuni un public nombreux et très hétérogène : jeunes militant.e.s, mères de famille... Elle a engendré une certaine pression sur les institutions, au point où la nuit suivante, une enquête a été ouverte « en urgence » par un juge d'instruction. Pour Isabelle, « nommer un juge d'instruction rapidement dans le cadre d'une enquête pour violence policière ce n'est pas rien ! Mais on sait aussi que le temps du judiciaire est un temps long et qu'il va falloir maintenir la pression sur la longueur ». La conférence de presse du 24 janvier réunissant plusieurs familles de victimes, dont celle de Lamine Bangoura⁴, a été un autre moment important en même temps que la manifestation « Justice de classe justice de race » organisée par la gauche radicale et qui s'est soldée par de nombreuses arrestations⁵. Les membres du collectif *Justice pour Ibrahima* n'ont pas trouvé que leur présence à ce rassemblement ferait avancer la lutte qu'il.elle.s mènent pour la justice et la vérité, d'autant que cette manifestation n'avait pas été autorisée et comportait de sérieux risques d'arrestations. Pour Yasmina, il y a parfois quelque chose de dérangeant dans certains élans militants portés par des groupes très majoritairement blancs : « Il y a parfois une dynamique malaisante qui se crée lors de certains rassemblements. Oui, il est important d'occuper la rue et de créer un rapport de force, mais on ne doit pas oublier que les risques qui pèsent sur les uns ne sont pas du tout les mêmes que ceux qui pèsent sur les autres. Il y a quelque chose de l'ordre de la déshumanisation raciste qui s'opère aussi à partir du monde militant. Il est important que les personnes qui veulent être des alliées dans cette lutte prennent conscience, dans la construction de leurs actions, de leurs privilèges dans le rapport à la police. Il est primordial de soutenir les familles en lutte en s'adaptant à leurs urgences et en apportant une aide qui favorise leur autonomie politique, pour que se construisent des résistances authentiques et situées ». À vrai dire, pour Isabelle, dans le cadre de la lutte contre les violences et les crimes policiers, ceux et celles qui prennent de réels risques sont les familles en portant plainte contre l'État. Le rôle des militant.e.s est de soutenir ces familles, de leur donner de la force et les moyens de mener leur combat. « Le vrai travail qui doit être fait est celui de sensibiliser, conscientiser, unir et renforcer les familles. Et ce n'est pas facile d'aider à souder, à organiser des communautés informelles, que ce soit dans les squats, dans le socio-culturel ou dans le cas des violences policières. Et cela commence par créer des espaces sécurisés qui permettent de libérer la parole ».

Construire un rapport de force

Pour renforcer la lutte contre les violences et les crimes policiers, il s'agit donc avant tout de faire connaître, de visibiliser les différents collectifs « Justice pour », de soutenir leur renforcement et d'unir les familles. Très isolées, certaines familles disposent de peu de soutien et de relais médiatique, comme la famille de Lamine Bangoura⁶. Malgré les nombreux éléments à charge, un non-lieu a été prononcé. À l'étouffement de la responsabilité des policiers, s'ajoute le refus pour la famille de pouvoir enterrer leur fils en Guinée. Actuellement, on leur réclame 30 000 euros pour récupérer le corps.

Pour nos deux interlocutrices, il faudrait pouvoir rassembler tous les comités pour qu'ils fassent connaissance et puissent échanger entre eux. Malheureusement, chacun a ses propres urgences, ses propres besoins et un temps judiciaire propre ; ce qui complique cette union. Ensuite, il est très difficile pour une famille et les proches d'une victime décédée des suites d'une intervention policière, de se mobiliser. Après le temps du deuil, trouver la force nécessaire de tenir tête aux institutions en menant des procédures en justice et des campagnes politiques demande une force et une énergie colossales. Y arriver est déjà un exploit dans un contexte où les soutiens manquent et le rapport de force n'est pas favorable aux victimes et à leurs proches.

Demander justice et vérité

Étant donné l'impunité à l'égard des policiers responsables de violences policières, même lorsque celles-ci mènent à la mort d'une personne, on peut être amené à douter de la pertinence de passer par les canaux institutionnels de la justice. C'est d'ailleurs une question qui traverse souvent le milieu militant. Pour Yasmina, il ne faut pas trop se faire d'illusions sur ce qu'on peut obtenir par les canaux institutionnels, pour autant il ne faut pas non plus tomber dans le défaitisme où cela ne sert à rien de se mobiliser. « Les comités ne sont pas seulement des comités Justice pour ..., ce sont des comités de « justice et vérité ». Et ce mot vérité a toute son importance car c'est par la lutte pour la vérité, (...) que tu récupères de la dignité et de la force, quelle que soit l'issue du procès, la confiance que tu donnes à la justice ou le niveau de délabrement de la société au niveau du racisme. C'est la résistance qui a de la

« ... on peut être amené à douter de la pertinence de passer par les canaux institutionnels de la justice. »

valeur et te permet de récupérer de la dignité, ce n'est pas le fait d'avoir gain de cause ou pas ». La question n'est donc pas de savoir s'il faut ou non passer par les canaux institutionnels mais d'utiliser la justice comme un outil parmi d'autres et de multiplier les tactiques de résistance là où on peut se rendre utile. Les violences et les crimes policiers, tout comme l'impunité devant la justice, sont les conséquences d'un système de domination répressif, raciste et patriarcal. Il faut donc mettre en avant et dénoncer les décisions injustes qui illustrent la complicité du système judiciaire, voire sa participation à l'exploitation et la déshumanisation raciste pour faire prendre conscience de la nécessité de transformer le système.

Pour Isabelle, « dans cette perspective abolitionniste, on a réfléchi à comment on réglerait nos conflits une fois le système de domination aboli. La « justice réparatrice » propose trois étapes. La première est de demander pardon aux victimes et à leur famille. Dans le cas des violences policières, on imaginerait que le comité

P., le parquet, voire le responsable de la police, même si l'affaire est encore en cours, pourraient s'adresser à la famille et reconnaître que leur enfant est mort dans un commissariat et s'excuser pour cela. Il s'agirait de reconnaître et d'assumer que, quelles que soient les décisions de la justice, il y a eu un dysfonctionnement qui a mené à la mort d'une personne. Cette première étape n'est jamais réalisée et cela est très douloureux pour les familles. Comme on l'a vu dans le cas de Mawda et beaucoup d'autres cas, le système judiciaire est très décevant, et il l'est encore plus lorsqu'un non-lieu est prononcé. Ce qui représente une deuxième négation de la dignité et de la mort de la personne. Une fois qu'il y a reconnaissance des faits, on passe à l'analyse de ce qui dysfonctionne. Ce qui serait reconnaître que l'institution policière a un souci de racisme. Donc être capable de se remettre en question. La troisième étape serait alors de changer radicalement. Dans le cadre des violences policières, la police ne demande jamais pardon. Un service qui pourrait demander pardon aux proches des victimes de violences policières c'est le service d'assistance aux victimes. Dans le cas de la famille de Mehdi⁷ par exemple, la famille a reçu un verre et rien après. Je ne dis pas que les familles voudraient recevoir quelque chose. Le problème est que le service d'assistance aux victimes de violences est géré par la même institution policière, ce qui empêche toute réelle transformation. Ce qu'on pourrait déjà envisager c'est de rendre ce service indépendant, pour lui permettre de demander pardon, ce qui serait un premier pas vers la justice. Mais on en est encore très loin ».

En conclusion

Les violences policières ne relèvent pas de quelques bavures commises par quelques policiers véreux. Elles sont l'expression d'un système de domination qui façonne les institutions, telles que la police et la justice. La population qui est confrontée aux actes et aux conséquences de cette domination est aussi la plus précarisée. Il est donc fondamental que le mouvement ouvrier s'empare de cette réalité, en se faisant le porte-voix de celles et ceux qui la vivent au quotidien et mènent le combat politique à leur côté afin de renverser le rapport de force nécessaire à la lutte contre le racisme systémique, sans quoi notre combat pour la justice sociale ne pourra être entier. ●

1. Cet article est le fruit d'un échange très riche avec Yasmina qui a créé *Quarantine Watch* et Isabelle, membre du collectif *Justice Pour Ibrahim*.
2. Jeune de 19 ans, Adil a été percuté mortellement par un véhicule de police à Anderlecht, alors qu'il tentait d'échapper à un contrôle pour non-respect du confinement.
3. Âgé de 23 ans, d'origine guinéenne, Ibrahim a trouvé la mort de manière inexplicable, dans un commissariat bruxellois le 9 janvier 2021, après avoir été arrêté pour avoir filmé la police en intervention à la gare du Nord.
4. Belgo-guinéen de 27 ans, Lamine Bangoura est mort étouffé en mai 2018 sous la pression de policiers, alors qu'on tentait de l'expulser de son logement pour non-paiement du loyer.
5. Cornelius CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1975.
6. https://m.youtube.com/watch?v=HA6B79FJLU0&t=4s&fbclid=IwAR0_f7pcNXIXdHZcEspQQwSvnFRx9XbDVtyl7PRmtJKKz3nmcMqEam9UBvY
7. Âgé de 17 ans, Mehdi est percuté mortellement par un véhicule de police à proximité du Mont des Arts en août 2009.

Zoé MASQUELIER (Les JOC de Tournai) et Thierry (Brigades de Bruxelles) ◆

Les Brigades de solidarité populaire : solidarité et auto-gestion

Les Brigades, mais qu'est-ce que c'est ?

Les Brigades de solidarité ont été initiées un peu partout dans le monde, à l'occasion de la pandémie liée au Covid-19. Elles mettent sur pied de manière auto-organisée des groupes de solidarité qui ont comme objectif d'agir « pour une auto-défense pour le peuple par le peuple ». Les Brigades ont été créées suite à un constat simple : l'État et ses institutions se trouvent dans l'incapacité de répondre justement à la crise sanitaire, sociale et économique qui perdure. Outre le délaissement du système de santé en vue de sa privatisation, une partie importante de la population se voit mise en difficulté et ne parvient pas ou plus à vivre correctement par ses propres moyens.

C'est pourquoi face à ces incuries, à la situation dramatique des services de soins publics et pour aider les plus précaires, un modèle alternatif a été développé : l'auto-organisation pour permettre de générer des solidarités concrètes, sur une base territoriale. Parallèlement, ce réseau de solidarité s'est aussi donné comme mission de démontrer les effets néfastes des politiques néo-libérales menées dans le monde et d'élaborer de nouvelles formes d'organisation collective. L'idée est venue d'Italie où des organisations antifascistes et anticapitalistes ont créé les premières Brigades de solidarité populaire au début du confinement. Peu de temps après, la Belgique et la France ont embrayé. C'est ainsi que différentes personnes issues de milieux divers se sont alliées afin de créer un réseau local et international de solidarité. L'idée est de s'adapter aux besoins à échelle locale. À l'occasion de la pandémie, les Brigades distribuent des masques et du gel, des repas et des colis alimentaires, mais parfois elles offrent aussi du soutien scolaire aux étudiant.e.s en difficulté.

En Belgique, dans les grandes villes (Liège, plusieurs à Bruxelles, Tournai), des Brigades de solidarité populaire ont vu le



jour sur ce modèle, à l'initiative de militant.e.s des organisations du MOC. Retour sur différentes expériences.

À Bruxelles : notre priorité, la redistribution alimentaire

Notre désir n'est pas de lancer une énième initiative de charité morale, ni de faire le boulot de l'État, mais bien de montrer notre capacité et notre détermination à nous organiser sans eux, et contre eux. En effet, nous considérons la charité négativement, puisqu'elle va du haut vers le bas, de ceux et celles qui ont les moyens vers ceux et celles qui en ont besoin. Elle normalise une situation aidant-aidé, possédant-démuni, dominant-dominé etc., assimilant chacun.e à son rôle sans le remettre en question. Le côté moral et moralisant de la charité nous fait horreur.

Nous ne souhaitons pas non plus recréer un énième groupe de militant.e.s blanc.he.s détaché.e.s de toute réalité mais bien porter notre réflexion et nos actions en considération et en inclusion constante des réalités du quartier dans lequel nous habitons. Notre action se veut non discriminatoire, ainsi vous n'êtes pas fliqués pour rejoindre les Brigades ou pour y recevoir une quelconque aide. Nous ne voulons pas non plus offrir un simple service mais bien créer un réseau autonome, autogéré, radicalement anticapitaliste et plein d'amour.

Notre action s'est concentrée depuis avril sur la redistribution alimentaire à ceux et celles qui en ont besoin (souvent les membres des Brigades eux-mêmes). Nous récupérons des invendus que les enseignes de l'agroalimentaire ne veulent même plus vendre à ceux et celles qui ne peuvent de toute façon plus l'acheter. D'autres projets ont vu le jour ici : on retrouve ainsi des permanences d'aides sociale, juridique, administrative, des actions de prévention (distribution de masques, de gel, de préservatifs, etc.). Les Brigades soutiennent également de nombreuses luttes : sans-papiers, féministes, contre la répression, logement, etc.

Dans la commune bruxelloise de Saint-Gilles, les Brigades sont en constante évolution. Le contexte, mais aussi les membres, qui changent, se relaient, s'en vont et reviennent, et puis des idées, qui sont larges et discutées de manière libre et respectueuse : les stratégies, les modes d'organisation et d'action sont constamment questionnés et adaptés, en fonction des besoins. L'idée reste la même : agir avec amour et solidarité face à un système raciste, sexiste, excluant et meurtrier.

Pour nous, les Brigades de solidarité populaire ne sont pas vraiment une expérience mais une nécessité vitale, ce vers quoi la société et chacun.e devraient tendre.



À Tournai

Chaque dimanche, c'est le branle-bas de combat dans le piétonnier de Tournai. Vers 11h30, un groupe de jeunes installe des tables, des bancs et de la vaisselle jetable devant la Zomia, le local des JOC de Tournai. D'autres amènent des invendus de pain et de baguettes ; d'autres encore portent à bout de bras des casseroles fumantes remplies de soupe. Des panneaux d'info « soupe populaire » sont installés et quelques gâteaux, biscuits, fruits, chaussettes et gants sont déposés sur une table à l'écart. Depuis le mois de novembre, chaque dimanche, la Brigade de solidarité populaire est active en plein centre de la ville aux cinq clochers.

Au départ, un défi

Tout commence en octobre, par un appel téléphonique : le restaurant social de Tournai, bien connu des familles précaires, peut enfin rouvrir. Seul bémol, l'équipe est en quarantaine, l'ouverture est donc impossible avec, comme conséquence, une soixantaine de personnes sur la touche, sans lien social et repas chauds. En 10 heures, une équipe de jeunes accepte le défi et monte une Brigade. Le CPAS fournira la nourriture et les jeunes des JOC se chargeront de la distribution. Et la suite, c'est comme souvent : le fruit de rencontres qui poussent à agir. Pendant dix jours, des militant.e.s et des proches des JOC de Tournai se relayent pour suppléer l'équipe en quarantaine et rencontrent les bénéficiaires habituel.le.s du restaurant social ainsi que différents travailleur.euse.s sociaux.ales. Au fil des discussions, un constat émerge : les week-ends sont des moments difficiles pour bon nombre de personnes en galère, car peu de services sont actifs, les jeunes et moins jeunes croisé.e.s chaque midi évoquent la suite de la crise sanitaire avec appréhension.

L'équipe du Restau' social reprend du service et nous réfléchissons à la suite : si nous lançons une action de solidarité les week-ends ? Un appel aux dons est lancé sur les réseaux sociaux, une réunion d'organisation a lieu et la Brigade de solidarité populaire est née : le peuple aide le peuple.

Les raisons de l'engagement des jeunes

Qu'est-ce qui pousse des jeunes du Tournais à s'organiser collectivement et à mettre en place une distribution de repas chauds les dimanches ? L'envie d'être présent.e.s pour les oublié.e.s de cette crise sanitaire sûrement, le besoin de continuer d'être actif.ve.s sur des enjeux éminemment politiques aussi. L'enjeu est double : servir des repas chauds quand les services de première ligne, déjà ultra sollicités, ne peuvent pas le faire et s'organiser politiquement pour faire face à la réalité de la précarisation d'un grand nombre de personnes. Chaque dimanche, en plus de servir des soupes aux légumes et des sandwiches au beurre, on refait le monde, on discute, on échange, on crée du lien qui semble disparaître petit à petit, on apprend, on se forme, on teste, on réajuste.

Basée sur la récup', la Brigade tente de vivre grâce aux dons et aux invendus. Dans ce monde où les entreprises surproduisent pour être rentables, il nous paraissait inconcevable de ne pas tenter l'expérience de la récupération, comme une tentative de prouver qu'il est possible de créer de belles choses sur les cendres du vieux monde : s'ils surproduisent, nous cuisinerons les potentiels résidus pour nourrir des personnes dans les rues de Tournai. Et le constat est frappant, il est possible de cuisiner pour 30 personnes un repas chaud chaque semaine en récupérant à gauche et à droite. À l'objectif social s'ajoute un objectif d'expérimentation de nos utopies.

Poursuivre

Originaires d'Italie, les Brigades existent dans de nombreuses villes, dans différents pays. Elles portent des valeurs qui nous parlent. À Tournai, les Brigades fonctionnent en horizontalité, sur base de dons en légumes, épices, farine, sucre, café. Dans cette ville, elles ont déjà servi plus de 300 soupes en quelques semaines, à des personnes aux profils très différents, à l'image de celles touchées par les mesures restrictives pour lutter contre le virus : jeunes et vieux à la rue, familles, femmes seules, étudiant.e.s en galère financière, etc. Cette crise sanitaire a décidément des impacts que nous n'avions pas soupçonnés et le besoin de liens, de se nouer, semble de plus en plus présent pour les personnes précarisées. De nouveaux.elles brigadistes ont rejoint l'aventure, et permettront au projet de continuer sur la durée mais aussi de remettre systématiquement en cause sa pertinence et les alliances que nous y nouons. Et c'est exactement ce dont nous avons besoin actuellement : remettre en cause, questionner, nous pousser à agir, pour nous et pour d'autres. ●

1. Pour en savoir plus : www.brigades.info/fr/

POUR EN SAVOIR PLUS...

« Reportage à Liège. Dans la ville solidaire qui s'auto-organise », *Organise-toi*, Les JOC, n°11, juin 2020 (en ligne) <https://www.joc.be/wp-content/uploads/2020/07/Oranistoi-juin2020web.pdf>

Stéphanie VANKEER (Chargée de communication et Presse WSM) ◆

Parmi celles et ceux d'entre nous qui changent la donne !

En surfant sur le net à la recherche de portraits photos, nous avons été interpellé par le concept et le travail de l'artiste-photographe new-yorkais, Brandon Stanton, « *Humans of New York* », qui expose des aperçus quotidiens de la vie d'étranger.ère.s dans les rues de New York. Découvert en 2013, ce jeune homme de moins de trente ans allait rapidement devenir l'un des photographes 'humanistes' les plus populaires, suivi par plus de 25 millions de personnes sur les médias sociaux. « *Humans of New York (HONY)* » était à l'origine un blog mis en ligne par l'artiste pour ses ami.e.s et sa famille restés à Chicago. Ce blog devait permettre de dresser un catalogue des habitant.e.s de New York, rempli de Monsieur et Madame Tout-le-monde, acteur.rice.s de leur vie quotidienne. Lorsque le photographe décide de transférer son travail sur Facebook et d'y incorporer du texte, s'inspirant des techniques de storytelling, il réussit à capter son public.

La qualité de son travail venait de sa capacité à transmettre la personnalité des sujets par des légendes chargées d'émotions. Ainsi, ses méthodes et ses objectifs changèrent : autrefois photoblog clandestin, il est devenu un blog de narration reconnu dans le monde entier.

Sa philosophie ? Chaque personne a une histoire et nous avons besoin d'entendre ces histoires pour mieux nous comprendre les un.e.s les autres. Grâce à son travail, Brandon nous donne ainsi un aperçu de ce que nous sommes en tant qu'êtres humains, et c'est, selon lui, un plus qui fait avancer l'humanité.

Notre équipe de communication s'est inspirée de ce concept destiné à contribuer à une évolution de l'humanité pour mettre davantage en avant et rendre visible le travail quotidien réalisé par

tou.te.s ces acteurs et actrices de changements qui composent notre réseau de partenaires en Belgique, en Asie, en Afrique et en Amérique latine. C'est ainsi que nous avons revisité ce concept : #HumansOfTheWorld. À travers de petites rubriques publiées sur nos médias sociaux, nous rendrons hommage aux personnes de notre réseau qui utilisent leur voix, leur force, leur cœur, leurs convictions et leur travail pour faire avancer l'humanité. Qu'il.elle.s soient militant.e.s, bénévoles, travailleur.euse.s ou encore permanent.e.s de l'un de nos mouvements sociaux partenaires, nous racontons un bout de leur histoire de vie et transmettons leurs valeurs, le fruit de leurs luttes, leurs attentes, leurs doutes et surtout leurs espoirs en un avenir collectif et solidaire. Bien que tous les portraits publiés ne reçoivent pas toujours la même attention, ils ont le mérite d'exister, d'informer, de dénoncer et surtout de chercher à mettre en lumière ce travail social et collectif resté trop souvent dans l'ombre.

Les témoignages-portraits de Zuliana Lainez, du Docteur Kadir, de Zoé, Séraphin, Elly, Barnabé, et tant d'autres, vous apportent un éclairage sur les luttes menées de par le monde pour une vie décente, un travail décent et plus de justice sociale. La situation actuelle de pandémie ayant exacerbé les différences sociales et rendu la lutte contre la pauvreté plus ardue que jamais dans tous les pays du globe, il est donc essentiel de continuer à en parler. En effet, face à la crise, les premières victimes sont les plus vulnérables d'entre nous et elles ont besoin de notre soutien.

Au fil des posts et témoignages, vous découvrirez qu'ensemble on est plus fort pour changer la donne et faire briller l'espoir d'une société plus juste !

Spécial témoignages



Sister Valar, membre du Mouvement de travailleur.euse.s domestiques NDWM (Inde) : *Si je n'ose pas, qui le fera ? Si nous ne défendons pas les travailleuses domestiques, qui le fera ? Nous sommes leur seul espoir. La pandémie a apporté tant de chagrin. Les cris de la faim retentissent depuis le mois de mars. Les employeur.euse.s sont méfiant.e.s et interdisent le travail à leur personnel domestique. Nous avons fait du porte-à-porte dans les bidonvilles, distribué des colis de nourriture et informé 25.000 familles sur les gestes barrières. Nous avons aidé aussi les travailleur.euse.s domestiques au chômage à obtenir des allocations gouvernementales. Nous continuons également à organiser des formations, car de nouvelles compétences augmentent les chances sur le marché du travail. Malheureusement, nous avons perdu des membres à cause de ce terrible virus. Au gouvernement, nous avons obtenu que les corps des personnes*

décédées soient renvoyés gratuitement chez eux.elles. Cela soulage les familles financièrement, c'est notre façon de leur apporter un peu de réconfort. Mon conseil ? Ne vous laissez pas distraire par la crise. Continuez à contribuer par vos gestes quotidiens à une société humaine, plus juste et solidaire.



Elly Rosita Silaban (Indonésie) : En tant que femme Présidente d'un syndicat et en tant que mère, j'ai un double fardeau à porter. Il y en a pour mes enfants et bien sûr aussi pour nos membres. La crise du COVID-19 rend les choses encore plus compliquées. Nous devons organiser la plupart du travail syndical depuis la maison, parfois nous nous rendons au bureau. Le personnel est régulièrement testé car nous sommes exposés à la contamination. Pas tous. Pourtant, nous avons remporté une grande victoire. Konfederasi Serikat Buruh Seluruh Indonesia (KSBSI) a contribué à mettre fin à une loi controversée sur le travail. Cette loi aurait réduit les prestations des employés, diminué leurs indemnités de licenciement, encouragé la sous-traitance et même supprimé le mécanisme des salaires minimums locaux. Tout cela sous le prétexte d'attirer de nouveaux investisseurs et de dynamiser l'économie. En avril, j'ai rencontré le Président Joko Widodo ainsi que les présidents des deux autres syndicats. Après cette réunion, le Président, ainsi que le Parlement, ont décidé de reporter la discussion sur cette loi. Un grand coup de pouce, surtout en ces temps difficiles.



Zoé (24 ans, Belgique) : En tant que permanente JOC (les Jeunes Organisés Et Combatifs, un mouvement de jeunes), je suis active avec les jeunes sur différents sujets. Celui qui me touche le plus a trait aux inégalités de genre et attaques de notre système contre les femmes et les minorités de genre. Ainsi, avec des copines, nous avons lancé le Collectif 8 mars-Tournai. Notre objectif est de sensibiliser toutes les femmes et minorités de genre de la région à la multitude d'oppressions que nous vivons. Mais surtout, d'agir collectivement contre toutes les attaques 'patriarcales'. Que fait-on? On se rassemble, on discute, on se forme, on co-crée, etc. Mon travail au sein des JOC est de permettre aux jeunes de se mobiliser pour agir sur leurs réalités. Cette année, autour du 8 mars, nous avons distribué plus de 500 bracelets mauves à celles et ceux qui ne pouvaient pas se mettre en grève mais qui désiraient soutenir la Journée Internationale pour les Droits des Femmes. Nous en avons profité pour échanger sur la précarité menstruelle que vivent certaines étudiantes et la réalité des jeunes mamans-étudiantes. Ensemble, nous cherchons des solutions ! Notamment face aux harcèlements de rue, ce qui passe par la conscientisation des garçons. Pour nous, c'est important de savoir que nous ne sommes pas seules à nous mobiliser. Le 8 mars est célébré partout dans le monde ! Des femmes se lèvent et marchent ensemble pour leurs droits. La Marcha Mundial de Mujeres, partenaire de WSM, est une plateforme de mouvements sociaux dont la JOC fait partie, au Pérou, au Guatemala, en Indonésie, etc. qui nous appelle à

rejoindre les rues. Nos luttes doivent se mener en pensant aux autres sur la planète. Pour moi, la « justice sociale » doit être aussi féministe, décoloniale, anticapitaliste et écologique !



Barnabée Bandaogo (62 ans, Burkina Faso) : Je suis garagiste de formation. En 2006, j'ai eu la chance de participer à une formation avec le RAMS/BF (Le Réseau d'Appui aux Mutuelles de santé du Burkina Faso contribue à la promotion et au développement des mutuelles de santé afin de favoriser l'accès de la population à des soins de santé de qualité) sur le processus de création de la mutuelle de santé Laafi Baoré, ici, à Ouagadougou. Depuis, je suis resté fidèle à cette mutuelle et je suis même devenu membre de son bureau ! Pour moi, adhérer à une mutuelle est la réponse à bien des problèmes du quotidien et permet de faire face aux dépenses en soins de santé. Convaincu par ce projet, j'ai donc cherché à sensibiliser mon entourage sur l'importance d'adhérer à une mutuelle. C'est ainsi que dans un premier temps, ce furent mes collègues de l'association des garagistes qui décidèrent de rejoindre la mutuelle et plus tard, ce fut au tour de mes voisin.e.s et d'autres membres d'associations de Ouaga. Ce ne fut pas toujours évident mais grâce au bouche-à-oreille et aux nombreuses activités d'information et de sensibilisation organisées, la mutuelle de Laafi Baoré compte bientôt de nombreux.euses membres supplémentaires. Je suis fier d'avoir pu y contribuer, c'est une assurance santé à moindre cout pour les populations pauvres.



Zuliana Lainez (41 ans, Pérou) : En tant que dirigeante syndicale, je m'engage en faveur des droits du travail des journalistes au Pérou, mais aussi en faveur de la lutte plus large pour la justice sociale. À l'occasion de la #Journée internationale pour les droits des femmes, des jeunes féministes descendront dans la rue pour manifester pour le climat avec des militants syndicaux, pour lutter contre des mesures anti-sociales dont nous sommes toutes et tous victimes. Je n'ai pas peur d'affirmer que certaines décisions personnelles sont souvent aussi politiques. En ce qui me concerne, la décision que mon partenaire et moi avons prise de ne pas avoir d'enfant, n'est pas seulement une décision personnelle, c'est aussi la conséquence de notre rythme de travail élevé.

Plus d'informations : www.facebook.com/hashtag/humanoftheworld

100 ans de défense des droits des femmes



Vie Féminine a 100 ans et compte bien célébrer cet anniversaire tout au long de l'année 2021 ! Mais que serait un siècle d'histoire pour un mouvement d'éducation permanente sans les femmes qui le composent ? Ces femmes qui, mises au cœur du travail du Mouvement, se rencontrent, se parlent, réfléchissent, font ensemble, s'enrichissent les unes les autres, se solidarisent et se transmettent tant de savoirs pour atteindre les changements de société qui leur garantiront leurs pleins droits et l'égalité entre toutes et tous.

« L'histoire du Mouvement a été marquée, depuis sa fondation, par la volonté des femmes, d'agir avec les femmes pour qu'elles puissent prendre leur destinée en main et susciter des évolutions individuelles et collectives fondées sur leur émancipation, leur autonomie et leur liberté » : extraite des archives de Vie Féminine, cette

citation pointe le rôle central joué par les femmes qui, comme des « passeuses », permettent au Mouvement, 100 ans après, d'être toujours là. Chacune, par sa participation, son engagement, sa présence, a contribué et contribue encore aujourd'hui à cette histoire collective. Des femmes qui se « passent » (mais aussi qui « reçoivent ») informations, expériences, savoir-faire collectifs : elles forment ainsi les premières mailles des solidarités entre femmes et donnent naissance à de petits et de grands changements pour toute la société. Passeuses d'histoire, passeuses de luttes, passeuses de paroles, passeuses de droits, passeuses de savoirs, passeuses de fils, passeuses de pratiques, passeuses d'espoir, passeuses de mots, passeuses de valeurs, passeuses de vécus, passeuses d'avenir... et encore mille et une autres manières d'être des passeuses ! Chacune pourra trouver la sienne.

À l'occasion de ses 100 ans,

Vie Féminine a lancé un nouveau site internet.

Programme des activités des 100 ans et des projets qui se dérouleront en région en 2021 : www.viefeminine.be



Frédéric TRIEST (FEC) ♦

Sécurité sociale : trois nouveaux outils pédagogiques

La sécurité sociale occupe une place prépondérante dans la vie des Belges, surtout en ces temps de crise, où son utilité nous semble à nouveau évidente.

Enjeu travaillé de longue date par la FEC, la « Sécu » est l'un des thèmes structurant son action d'éducation permanente. Conquise au prix d'intenses luttes sociales, elle constitue l'une des principales réponses des travailleur.euse.s à l'exploitation et à la misère qui caractérisaient l'industrialisation et l'urbanisation de l'Europe au XIX^e et au début du XX^e siècles. Sa construction tient à l'évolution, tantôt favorable tantôt défavorable, du rapport de force entre les travailleur.euse.s et le patronat. Ses transformations successives résultent de choix politiques entre des visions différentes, parfois antagonistes, de ce que devrait être la société. À cet égard, elle est la concrétisation des valeurs historiques du mouvement syndical : la solidarité entre travailleur.euse.s, mais aussi la justice sociale puisque les mieux nantis sont censés contribuer davantage à son financement. Pourtant, la sécurité sociale est aujourd'hui critiquée, voire remise en question, par les tenants de l'orthodoxie néolibérale, de la financiarisation et de la mondialisation économiques. Depuis près de 40 ans, elle est fragilisée à coup de mesures d'économie et sous le prétexte d'une « modernisation ». Les réformes engagées ont surtout eu pour effet de la mettre au service de l'austérité budgétaire (réduire les dépenses sociales), de la compétitivité (réduire le cout salarial) et des politiques d'activation (augmenter le taux d'emploi).

Pour défendre la Sécu et la renforcer afin de mieux répondre aux importants défis du XXI^e siècle, il nous semble primordial de commencer par la « réen-



chanter » ; en arrêtant de la faire passer pour un cout ou une « charge » ; en restaurant toute la légitimité qui est la sienne ; en mettant en lumière ce qu'elle est, au final : un investissement dans l'humain. Pour ce faire, il convient de comprendre ses origines, son fonctionnement, ses faiblesses actuelles, ainsi que les intérêts poursuivis par ceux.celles qui veulent l'amoindrir. Telle est l'ambition de trois nouveaux outils pédagogiques récemment édités par la FEC¹.

La Sécurité sociale : mieux la comprendre pour mieux la défendre

Réalisée par le collectif *Tout va bien*, cette vidéo de huit minutes passe en revue de manière imagée et dynamique le fonctionnement de la sécurité sociale et les principaux défis auxquels elle fait face. Support idéal pour sensibiliser le « grand public » sur la Sécu, via les réseaux sociaux, lors d'animations, formations ou de débats citoyens, cet outil fournit toute une série d'informations claires et pertinentes concernant son rôle, son histoire et son financement, tout en mettant en lumière les grandes questions que l'état actuel de notre sécurité sociale soulève pour l'avenir de notre « modèle social

belge », ainsi que toutes les bonnes raisons de se mobiliser.

YouTube : www.youtube.com/watch?v=5Cmm7xhWiXg
 Facebook : www.facebook.com/229105227560778/videos/610064736464462



Assurance tous risques pour découvrir le principe de la sécu

Pourrait-on vivre sans sécurité sociale ? Quelles en seraient les conséquences ? Un jeu de société conçu par les Jeunes CSC permet de (re)découvrir de manière ludique les grands principes, le fonctionnement et l'utilité de la sécurité sociale. Créé en 2000, le jeu *Assurance tous risques* est basé sur la coopération et se joue avec 6 personnes maximum. Le temps estimé pour une partie se situe entre 45 minutes et 1 heure.

En pratique :
 Jeu sur demande pour les associations ou enseignant.e.s
 Mail : info@fecasbl.be
 Possibilité d'une animation avec un.e animateur.trice de la FEC ou des Jeunes CSC.

Carrièropoly ou quand les choix de carrière ne sont pas un jeu

Comment constituer ses droits personnels pour être autonome et ne pas devoir dépendre de quelqu'un.e : c'est l'idée de base du *Carrièropoly*, un jeu à prendre très au sérieux. La carrière idéale pour avoir une bonne pension et conserver ses droits, c'est 45 ans de travail à temps plein. Mais la vie n'est pas toujours aussi linéaire : on perd son emploi, on est malade, on désire prendre du temps pour des travaux dans sa maison, suivre une formation, s'occuper de ses proches, etc. Pour tout cela, il est possible de bénéficier de « périodes assimilées ». Celles-ci sont abordées dans *Carrièropoly*, un jeu pédagogique qui aborde de manière ludique, mais très réaliste, l'impact des



« choix » de carrière sur les droits en sécurité sociale. Imaginé il y a plus de dix ans par les Femmes CSC, le *Carrièropoly* se présente sous la forme d'un jeu de l'oie qui aligne une succession de situations vécues et, pour chaque case, les pistes de solutions proposées pour préserver ses droits à la pension, au chômage, aux congés thématiques, au crédit-temps et à la mutuelle. Remis à jour et réédité,



il est accompagné d'une brochure destinée à l'animateur.rice qui l'aidera à rebondir sur chaque situation de vie rencontrée, susciter le débat entre les participant.e.s et livrer une information juridique pointue et actualisée. Une certaine maîtrise de la législation sociale est toutefois conseillée. Il peut être utilisé avec des groupes à partir de 3 personnes et nécessite un temps minimum d'1h30 (ou plus selon la taille du groupe).

En pratique :
 Jeu sur demande pour les associations ou enseignant.e.s
 Mail : info@fecasbl.be
 Possibilité d'une animation avec un.e animateur.trice de la FEC ou des Femmes CSC.

1. Voir site de la FEC : www.fecasbl.be

Ettaoufik FATHI (Directeur financier & responsable des projets Europe du MOC) ♦

DIVINT un projet européen croisant diversité, intégration et formation

Déjà en 1978, Scott Peck disait dans son livre *The Road Less Traveled* que « ... le secret de la communauté est l'acceptation, plus précisément, la célébration de nos différences culturelles et individuelles. C'est également la pierre angulaire de la paix dans le monde... ». La circulation d'idées, de produits, de services et de personnes, même si dans une moindre mesure pour ces dernières, n'est pas un phénomène nouveau, mais l'accélération de la mondialisation en a renforcé l'étendue et l'ampleur. L'évolution des sociétés européennes vers plus de diversité ethnique et culturelle constitue un atout et une opportunité à saisir, ce qui n'empêche pas que cet atout engendre par ailleurs des malentendus, des tensions, voire même des conflits, attisés et exploités politiquement et économiquement par les uns et les autres. Comme la condition sociale, la Culture joue également un rôle important dans toutes les situations de conflit, qu'elles soient de nature interculturelle, intra-culturelle ou transculturelle. À en croire quelques auteurs.rice.s et chercheurs.euse.s, les facteurs culturels définissent, expliquent ou permettent d'interpréter le conflit selon différentes théories. La théorie de la violation des attentes prétend que les individus ont des attentes culturelles sur la façon dont ils doivent se comporter lors d'une interaction. Lorsque des individus ou des groupes ne se comportent pas comme prévu, un conflit survient... C'est « EUX » qui ne veulent pas se comporter comme « NOUS »¹ ! Par ailleurs, selon la théorie de la réduction de l'incertitude², les individus ont tendance à se sentir mal à l'aise face à l'ambiguïté et s'efforcent ainsi de réduire l'incertitude lors des interactions. Deux niveaux d'incertitudes peuvent être identifiés : d'une part, l'incertitude co-

gnitive, définie comme la manière dont les attitudes et les croyances d'une personne, liées à sa culture, influencent sa façon de penser. D'autre part, l'incertitude comportementale implique l'incertitude d'une personne sur la façon dont une autre personne se comporterait dans un événement d'interaction (et donc de communication). Par ailleurs, plusieurs recherches tentent d'établir le lien entre la conscience/sensibilité interculturelle et la connaissance de la langue d'une communauté ou d'un pays d'accueil. Certains.e.s chercheurs.euse.s définissent cette « relation » comme le processus de développement d'une « mentalité » interculturelle qui semble entrer en résonance avec les théories de l'apprentissage des langues liées aux compétences, où ce processus n'est pas seulement un acte de communication, mais également une « entreprise humaniste »³. En d'autres termes, les personnes prêtes à apprendre et à devenir compétentes dans une langue étrangère sont également prêtes à être prises en considération comme des initiées et suffisamment compétentes pour pouvoir interpréter et agir dans un nouveau contexte culturel. En revanche, ceux et celles dont la connaissance d'une langue étrangère est encore élémentaire ont tendance à adopter une attitude plus ethno-centrée qui peut impliquer des éléments de déni et/ou de défense. Il existe néanmoins un consensus quant à l'importance d'inclure des connaissances culturelles clés dans les programmes linguistiques qui dépassent les éléments stéréotypés, tels que la gastronomie, la musique, les vacances et autres. L'idée est que les apprenant.e.s puissent « explorer et comprendre la profonde connaissance culturelle des valeurs, normes et visions du monde fon-

damentales »⁴ pour veiller à ce que l'apprentissage soit le plus complet possible. **Intégrer l'éducation permanente** C'est dans ce contexte que le projet DIVINT (Diversity, INtegration, Training ou Diversité, Intégration & Formation) a été mis en place avec comme objectif de donner aux enseignant.e.s et aux formateur.rice.s en langues nationales les moyens de composer avec la diversité et de stimuler l'éducation interculturelle et multiculturelle en Europe par l'enseignement et l'apprentissage de ces langues. L'objectif de ce projet est essentiellement de fournir aux groupes de jeunes nouvellement arrivés sur le territoire (réfugié.e.s, demandeur.euse.s d'asile et migrant.e.s en général), groupe social particulièrement vulnérable, un accès à une formation linguistique interculturelle pour leur permettre de maîtriser la ou les langues du pays d'accueil et d'acquérir dans le même temps des compétences sociales, civiques et interculturelles... en un mot, des compétences pour vivre et agir ensemble. Le projet rassemble un consortium de sept organisations européennes, toutes possédant une expertise et une expérience significatives dans la réalisation et la gestion de projets nationaux et européens. Il s'agit des partenaires suivants : Center for Flexible Learning (CFL en Suède), Instituto de Soldadura e Qualidade (ISQ au Portugal), Spektrum Educational Center Foundation (SEC en Roumanie), Innovation Training Center (ITC en Espagne), Centre d'Information et d'Éducation populaire (CIEP en Belgique), Hellenic American Union (HAU en Grèce), Vestifex OÜ (Estonie). Intégrer la dimension éducation permanente (en tant que valeur et méthode)

dans les programmes d'apprentissage des langues nationales (par exemple, FLE en Belgique) est au cœur du projet. Cette approche combinant l'apprentissage de la langue du pays d'accueil et la formation à la citoyenneté active décloisonne les dispositifs et élargit les horizons et perspectives des apprenant.e.s. L'objectif étant en fin de course de contrer les deux difficultés majeures remontées du terrain par nos formateur.rice.s et animateur.rice.s. La première difficulté porte sur le niveau de maîtrise de la langue du pays d'accueil nécessaire à l'entrée en formation, à l'exercice de la citoyenneté ou à l'accès à l'emploi. Autrement constaté, le niveau de maîtrise de la langue du pays d'accueil est une condition d'intégration et d'insertion sociale et professionnelle. La seconde difficulté concerne l'offre de formation en langue du pays d'accueil. Celle-ci est structurée généralement selon le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) et induit l'organisation, parfois juxtaposée, de modules par niveau de maîtrise : du plus faible

au plus élevé. Ces cycles de formation peuvent s'inscrire dans la durée et leurs contenus qui, pour la grande majorité, se trouvent parfois déconnectés de la vie quotidienne. Elles s'apparentent donc bien plus à un apprentissage théorique, parfois long, de la langue et dont la visée apparaît en totale inadéquation avec les attentes, les besoins et le vécu des apprenant.e.s. ●

1. Judee BURGOON et al., « Interpersonal Deception », *Human Communication Research*, vol. 22, issue 2, December 1995, pp.163-193.
2. Charles BERGER et Richard CALABRESE, « Some exploitation in initial interaction and beyond: Toward a development theory of interpersonal communication », *Human Communication Research*, vol. 1, issue 2 December 1975 pp.99-112.
3. Nigel BENNETT, Christine WISE, Philip A. WOODS et Janet A. HARVEY, *Distributed Leadership: A Review of Literature*, National College for School Leadership, 2003.
4. Darla K. DEARDORFF et Elspeth JONES, *Intercultural competence: An emerging focus in international higher education*, In *The SAGE Handbook of International Higher Education*, 2006, pp.283-304 (en ligne) https://www.researchgate.net/publication/292661557_Intercultural_competence_An_emerging_focus_in_international_higher_education

OBSCURITES & LUMIERES

Extrême droite, Démocratie, Mouvement social

Le succès électoral grandissant des populismes simplificateurs et plus singulièrement de l'extrême droite, témoigne d'une crise profonde de la démocratie. Se nourrissant des fractures sociales multiples creusées par les politiques

néolibérales, l'extrême droite conquiert du pouvoir, au nom d'un mythique « Peuple, uni et uniforme ». Pour résister et reconstruire un projet collectif, il faut repartir et comprendre cette multiplicité de fractures qui brisent la société ; tels sont les objectifs de cette Semaine sociale Wallonie-Bruxelles du MOC. ●

Infos pratiques

- **Dates** : jeudi 15 et vendredi 16 avril 2021
- **Programme** : www.semainesociale.be
- **Inscription** : gratuite au Webinaire avec lien sécurisé
- **Accessible** : sur Facebook
- **Infos** : Secrétariat CIEP-MOC
- Tél. : 02/246 38 51
- Courriel : lysiane.mettens@ciep.be et info@ftu.be

Des outils pédagogiques

Dans le cadre de ce projet, cinq outils ont été développés. Ils sont accessibles et téléchargeables sur www.divint.eu.

- **Le Curriculum DIVINT** contient des ressources éducatives libres développées sur base des besoins identifiés par les pays partenaires. Ils sont destinés aux formateur.rice.s et enseignant.e.s pour les aider à croiser la formation linguistique avec l'interculturalité et le multiculturalisme ;
- **Le Guide de positionnement DIVINT** est un guide méthodologique qui formalisera le processus d'identification des compétences propres aux groupes cibles afin de les orienter vers les dispositifs de formation appropriés ;
- **Une Boîte à outils** comprend un ensemble d'activités pratiques basées sur le Curriculum DIVINT. Ces outils pratiques soutiennent les formateur.rice.s et animateur.rice.s dans les parcours éducatifs formels, non-formels et informels des apprenant.e.s ;
- Développé à partir du Curriculum, le **manuel DIVINT** constitue le guide des formateur.rice.s et explique comment les ressources de la Boîte à outils peuvent être employées efficacement dans un programme de formation ;
- **Une Plateforme éducative online (Ressources éducatives libres)** est un espace digital offrant des éléments didactiques interactifs, comme des scénarios et des jeux destinés à la fois aux formateur.rice.s et aux apprenant.e.s pour susciter une prise de conscience et développer des connaissances sur différents éléments en lien avec l'apprentissage d'une langue et la diversité culturelle.

L'OIT a 100 ans ... en avant !

En 2019, alors que l'Organisation internationale du travail (OIT) fêtait son centenaire, l'ONG WSM du MOC et le CIEP ont souhaité réfléchir, avec les organisations du MOC, à l'avenir du travail, de la protection sociale, de la coopération internationale et des mouvements sociaux. Ces thématiques ont fait l'objet d'une journée d'étude et d'une publication.

Comment voyait-on l'avenir à l'horizon 2050 est la question que se sont posée plus de 70 personnes, issues des différentes organisations du mouvement. Elles ont dessiné leur vision du monde, dressant le panorama d'une société construite autour d'un nouvel imaginaire qui verrait un mouvement social fort et ambitieux capable de s'entourer d'une diversité d'allié.e.s pour mondialiser les luttes et les enjeux. L'avènement de cette société plus juste doit faire face à de nombreux obstacles : découragement et démobilité des militant.e.s et activistes, capitalisme néolibéral effréné et urgence climatique, malaise démocratique et montée des nationalismes et populisme, néocolonialisme et racisme. Cette réflexion a mis en évidence l'urgence de changer de paradigme et de remettre au centre la notion de communs et de collectifs, mais aussi de défendre une sécurité sociale forte, tout en tenant compte des inégalités Nord-Sud et de la nécessité de pouvoir contrôler les activités des multinationales pour garantir les

droits humains et ceux des travailleur.euse.s. Il est ainsi important de prendre en compte les limites de notre planète et de remettre l'humain ainsi que le travail décent et durable, au cœur des préoccupations. Les lignes bougeront lorsqu'on investira dans des organisations internationales à même de relayer les réalités locales à un niveau international. Parmi ces organisations, figure en bonne place l'OIT, dont il convient cependant de repenser le fonctionnement. Cette organisation tripartite, rassemblant de manière unique travailleur.euse.s, employeur.euse.s et États, a permis des avancées et acquis importants, comme les conventions sur la liberté syndicale et le droit d'organisation, sur l'abolition du travail forcé, ou l'élimination des discriminations, qui ont donné un cadre légal aux revendications de nombreuses organisations syndicales de par le monde et ont permis d'améliorer les conditions de travail de millions de travailleur.euse.s. Cependant, ces avancées ne doivent pas et nous empêcher de voir que l'OIT n'est pas toujours aussi représentative qu'elle prétend l'être, que les rapports de force en son sein sont souvent favorables aux entreprises et à une vision capitaliste et hégémonique du travail. De plus, la réduction du travail à l'emploi mérite d'être questionnée. D'autres institutions ont également un rôle à jouer dans ce monde « rêvé ». C'est le cas des mutuelles de santé ainsi que le rôle joué par la coopération internationale et l'importance

d'avoir des États forts pouvant appuyer un changement réel évitant le maintien d'une « action humanitaire chronique ». Dans l'atelier consacré à cette thématique, on a interrogé le modèle de protection sociale défendu par les organisations de coopération internationale, et l'importance de s'ouvrir à d'autres façons d'envisager celle-ci, qui ne reproduirait pas un regard hégémonique et colonial réifiant le « Sud ». Ces éléments ont été pointés en conclusion : l'urgence d'expérimenter des alternatives, de se laisser bousculer et de prendre des risques pour progresser vers ce monde dont nous rêvons. ●



L'OIT a 100 ans ... en avant, (sous la dir. de) Zoé MAUS, Bruxelles, CIEP-WSM, 2020 (Cahier du CIEP, n°27) en ligne https://ciep.be/images/publications/CahierCIEP/27-OIT_100ANS_BDef.pdf



Racisme structurel

La journée d'étude du CIEP le 21 septembre

Depuis des années, le MOC lutte contre la triple domination : capitalisme, patriarcat et racisme. En 2021, sera lancée une campagne qui interpellera sur l'impact de ce système de domination dans la vie quoti-

dienne des personnes racisées au travers d'un certain nombre de thématiques spécifiques (travail, santé, logement, relations avec la police).

Plus d'informations : www.ciep.be

Apéro-débats Apéroutotte

Co-organisés par différentes associations, les Apéro-débats Apéroutotte sont des rencontres citoyennes sur les droits humains et autour d'un verre dans la roulotte l'Audacieuse à Perwez. Vu le contexte sanitaire, ces rencontres auront lieu en vidéoconférence.

Mardi 27 avril 2021 à 20h

Migration et liberté de circulation : les voies sûres et légales

Comment empêcher le trafic d'êtres humains ? Pourquoi les associations et ONG travaillant en matière migratoire exigent des « voies légales et sûres » ? Les visas humanitaires permettent-ils d'éviter des morts en mer et une route de l'exil toujours plus violente ?

Intervenante : Claire-Marie Lievens, Ligue des droits humains (LDH)

Mardi 25 mai 2021 à 20h

Sous l'œil de la sécurité : la vidéosurveillance dans l'espace public

Videosurveillance, caméras corporelles, drones et autres dispositifs de surveillance fleurissent dans les villes et villages belges.

L'usage d'arguments sécuritaires et fortement émotionnels dans le discours des autorités politiques et des entreprises ne laisse que trop peu de place aux droits fondamentaux ainsi qu'à un débat plus rationnel sur l'efficacité, le coût mais aussi la philosophie qui sous-tend ces dispositifs.

Intervenante.e.s : Camille Van Durme et Rémy Farge, Ligue des droits humains (LDH) ●

Infos : CIEP BW www.ciepbw.be
Mail: isabelle.somville@ciepbw.be



Musée du Capitalisme à Charleroi

En attendant l'ouverture du Musée du Capitalisme à Charleroi (au Bois du Cazier), la plateforme Cap ou Pas Cap-Le Musée du capitalisme, propose une fois par mois une soirée Up-Grade qui questionne le capitalisme et ses facettes en remuant les méninges et en poussant au débat.

La prochaine soirée se concentrera sur les traités transatlantiques. Elle aura lieu le 25 mars 2021 à 19h, via zoom. ●



Pour en savoir vous pouvez visiter : www.facebook.com/capoupascapcharleroi

Quand le masque tombe : regard sur la crise

Covid-19 a mis en lumière les faiblesses de notre société : inégalités sociales, économiques, gestion des soins de santé... La gestion de cette crise suscite également toute notre attention : entre une volonté de relance économique rapide et des efforts pour limiter les pertes humaines, quel regard porter sur la crise et ses conséquences sur la société ?

Pour entamer cette réflexion, le Ciep Luxembourg propose un cycle de six rencontres afin de prendre du recul sur notre société : avant, pendant et après la crise. Ces visioconférences sont diffusées en direct sur Youtube, un mardi tous les 15 jours, à partir du 23 février 2021.

Le cycle s'ouvrira avec une soirée sur l'État d'exception et la gestion par les autorités de ces mesures qui questionnent notre démocratie. Dans un second temps, notre attention portera sur les théories complotistes, symptômes d'un climat de défiance entre citoyen.ne.s et institutions. La soirée suivante sera consacrée au traitement médiatique de la pandémie. Ensuite, nous mènerons une réflexion sur la place donnée à la science et à l'expertise médicale. Notre cinquième conférence interrogera notre modèle de développement économique, pour conclure avec une soirée sur l'impact des mesures sanitaires sur nos modes de vie et notre rapport au vivant. ●

Pour en savoir plus : CIEP-MOC Luxembourg Camille Hubert
Mail : c.hubert@mocluxembourg.be
Site : www.mocluxembourg.be
Page : www.facebook.com/CiepLuxembourg





© Frédéric Pauwels

La sécurité dans tous ses états

Comment garder le cap de la solidarité ?

Le slogan « Ma sécurité est sociale » lancé en 1987 par l'asbl *Vivre Ensemble* n'a pas pris une ride, même si cette question reste d'une actualité criante avec la crise sanitaire que nous traversons : en effet, ces dernières années, les enjeux liés à notre sécurité se sont complexifiés et se sont révélés collectifs et interdépendants, eux aussi ! C'est pourquoi en 2020, en pleine pandémie de Covid-19, *Vivre Ensemble* s'est penché à nouveau sur ce thème car d'une part, cette crise a eu des conséquences économiques et sociales catastrophiques ; et d'autre part, elle a mis en évidence les mécanismes d'exclusion sociale déjà présents dans notre société.

Cette thématique de la sécurité a été explorée au regard de notre temps, sans nostalgie, avec néanmoins la persévérance des convictions, au travers d'une étude complétée par un outil d'animation : La boussole de la solidarité dans tous ses états.

Cette étude permet de découvrir comment notre sécurité collective passe, entre autres, par une protection sociale consolidée, une répartition plus équi-

table des richesses, le respect des droits fondamentaux, un environnement sain, des perspectives d'avenir porteuses d'espoir, des institutions démocratiques et participatives, ou encore des liens sociaux de qualité. Autant d'éléments complexes, tous interconnectés, présents dans l'étude *La sécurité dans tous ses états. Comment garder le cap de la solidarité ?*. Quatre grandes thématiques sont reprises dans l'étude : la sécurité démocratique, la sécurité environnementale, la sécurité physique et la sécurité socio-économique.

La Boussole de la sécurité est proposée en complément de l'étude. Pour les auteurs de cette campagne, « le symbole de la boussole est inspiré par ce souci d'avoir une vision systémique, de montrer que tout est lié. La particularité de cette boussole est qu'elle n'a pas d'aiguille pour laisser les gens aller dans la direction qu'ils veulent ». Cette Boussole reprend les éléments centraux de l'étude, en les croisant avec huit déclinaisons : Migrations, Intégrité physique, Égalité, Protection sociale, Lien social, Participation citoyenne, Perspectives, Ressources naturelles. L'outil d'animation a été pensé de manière à susciter

la réflexion et la participation des personnes en partant de leur vécu mais aussi de mieux comprendre la dimension collective, solidaire et systémique des différentes formes de sécurité et *in fine* de faire le lien avec les associations de terrain. ■



L'étude est disponible gratuitement en PDF sur : https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/ave_etude_2020-2.pdf

Pour commander la Boussole :

ASBL Vivre Ensemble
Tél. : 02/227.66.80

Mail : info@vivre-ensemble.be

Site : <https://vivre-ensemble.be/jeu-la-boussole-de-la-solidarite>



© Mht

2021 Dates à épingle

DU GENRE EN SANTÉ

La Fédération des maisons médicales (FMM) organise, un jeudi midi par mois, *Les midis du genre sur le genre en santé*.

Genre et santé : petite histoire et grands enjeux

Le genre, un déterminant de santé ; quelques clichés tenaces ; être une femme dans le système de santé ; les contributions féministes à l'évolution du droit des patient.e.s

Intervenante : Ilana Lowy, historienne des sciences et directrice de recherche à l'Iserm
Date : Jeudi 22 avril 2021

La santé sexuelle et reproductive (SSR) : une histoire de meufs, l'affaire de tous.tes

Comment le cadre légal et l'enseignement de la médecine peuvent ouvrir ou fermer l'accès à la SSR ? Si les médecins s'engagent à préserver la vie, l'avortement est aujourd'hui devenu une question de santé publique remise entre leurs mains par le législateur. L'accès à la contraception est aussi tributaire de son environnement. Aujourd'hui, les médecins généralistes, les politiques, les universités et les hôpitaux peuvent participer au changement de paradigme, mais comment ?

Intervenant.e.s : Caroline Watillon, coordinatrice à la FMM et Daniel Murillo, gynécologue et andrologue au CHU Saint-Pierre en PMA
Date : Jeudi 20 mai 2021

Genre, inégalités et relations de soin : vers la reconnaissance de l'expertise profane ?

Les relations entre soignant.e.s et soigné.e.s sont régulièrement questionnées, voire dénoncées, notamment à travers la question du genre. La lutte contre le sida a fait émerger la figure du « patient-expert » en transformant les « victimes » d'une maladie en expert.e.s de leur propre santé.

Intervenante : Charlotte Pezeril, anthropologue, directrice de l'Observatoire du sida et des sexualités de l'ULB
Date : Jeudi 17 juin 2021

Infos : Fédération des maisons médicales - Dorothée Bouillon

Mail : dorothee.bouillon@fmm.be

Inscription : gratuit et obligatoire pour obtenir le lien de connexion

Dates : les jeudis 22 avril, 20 mai et 17 juin de 12h30 à 14h en ligne

Programme : www.maisonmedicale.org/etude_2020-2.pdf

INITIATION À L'APPROCHE INTERCULTURELLE

Un module de dix journées destiné aux travailleurs.euses et volontaires du secteur socio-culturel en milieu multiculturel pour une initiation rapide à la démarche interculturelle.

Dates : 10 mercredis du 21 avril au 23 juin 2021

Lieu : CBAI Avenue de Stalingrad, 24 à 1000 Bruxelles ou via Zoom

Infos et inscriptions : CBAI Graziella Cutaia
Mail : graziella.cutaia@cbaib.be www.cbaib.be

COLLOQUE INTERNATIONAL

Travail et conditions de travail au Congo colonial et postcolonial. De hier à aujourd'hui, quel bilan pour les travailleur.euse.s congolais.e.s ?

L'objectif de cette journée est de croiser les expériences et les regards de terrain avec ceux de la recherche historique, grâce aux interventions du monde de la recherche, de travailleur.euse.s de terrain, de représentant.e.s de syndicats ou d'ONG belges et congolaises.

Organisateurs : CARHOP et Commission Justice et Paix

Date : mercredi 05 mai 2021

Lieu : HELHA (chaussée de Binche 159 à Mons) ou via Webinaire

Programme : www.carhop.be

Devenez l'un.e de nos 150 000 porte-voix

Lettre ouverte des personnes sans-papiers à leurs voisin.e.s

Cher-ères voisin-e-s, Nous nous permettons de nous adresser à vous aujourd'hui sans détours. Régulièrement, nous nous croisons. Vous nous connaissez comme la mère d'un-e camarade de classe de votre enfant, comme l'épicier du coin de la rue, la personne qui fait le ménage dans vos bureaux ou qui dépanne votre chaudière.

Comme vous, nous travaillons, nous payons un loyer, nous trions nos déchets,... Bref, nous sommes des citoyen.ne.s ordinaires. À un détail près... aux yeux de l'État nous n'existons pas.

On dit de nous que nous sommes environ 150 000 en Belgique, à vivre sans papiers. Nous y vivons parfois depuis 5, 10 ans voire beaucoup plus. Certain.e.s d'entre nous sont né-e-s ici.

Alors que nous travaillons, nous ne pouvons bénéficier de protection sociale. Nos soins de santé ne sont pas remboursés, nous n'avons aucun filet de sécurité quand nous perdons notre emploi. Sans existence légale, nous nous retrouvons à la merci de patrons abuseurs et de marchands de sommeil sans parler du fait que les femmes parmi nous sont exclues des dispositifs existants pour les protéger des violences lié-e-s au genre.

Depuis de nombreuses années, nous interpellons les décideur-se-s politiques belges par tous les moyens à notre disposition (manifestations, pétitions, occupations,...) pour trouver une solution durable et raisonnable à notre situation.

C'est pourquoi nous nous adressons à vous aujourd'hui. Vous, citoyen.ne.s, détenez un droit fondamental qui change tout : le droit de vote. Les élus sont manifestement persuadés que notre sort vous importe peu, voire que l'opinion publique est opposée à la régularisation de notre situation. Or, nous avons envie de croire aujourd'hui qu'un nombre conséquent de Belges est à nos côtés. Pour leur démontrer, nous vous demandons aujourd'hui de vous manifester. Nous voulons faire le pari qu'il est possible de mobiliser un-e citoyen-ne pour représenter chacun-e d'entre nous et d'arriver au résultat symbolique de 150 000 porte-voix.

Faisons entrer les personnes sans-papiers dans l'état de droit et signez la pétition en ligne : [#werebelgiumto](https://www.werebelgiumto.com)

Centres régionaux



BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400
Nivelles • 067.21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000
Bruxelles • 02.557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000
Charleroi • 071.31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590
Ciney • 083.21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100
La Louvière • 064.23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000
Mons 065.35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8 - 7500
Tournai • 069.88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800
Ath • 068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700
Mouscron • 056.33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000
Liège • 04.232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500
Huy 085.21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700
Arlon • 063.21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000
Namur • 081.22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800
Verviers • 087.33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700
Eupen • 087.59.46.30



De celui ou celle qui vit loin de nous, sous un autre soleil, avec des mots et des jours si différents, on ne sait presque rien. Mais il suffit d'un cliché pour saisir l'espoir tranquille aux yeux de l'inconnue, partager la ferveur de l'homme immobile dans la lumière. Le reportage photographique de ce trimestre nous emmène ailleurs et tout proche à la fois : sur les visages de tous et toutes, habitant.e.s du monde, se lit la même attente qui est la nôtre, la même joie dansant au sourire de l'enfant et l'inquiétude au front plissé. La tristesse aussi, maquillée de pudeur, la sagesse de celui qui sait la vie, l'interrogation muette à l'adresse du.de la photographe, la fierté. Petites et grandes histoires inscrites sur les traits, brillant sous les paupières. Car à l'heure où nous avançons masqué.e.s, sourires et moues dissimulés, l'essentiel se raconte encore là, vif comme une flamme, dans les yeux de l'Autre.

Françoise LAURENT